



Société Anonyme au capital de 9 631 596 euros

Siège social Mauves (Ardèche) 336 420 187 R.C.S AUBENAS

GROUPE MECELEC

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013

Sommaire

I.	RAPPORT D'ACTIVITÉ.....	2
II.	ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	5
III.	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	7
IV.	AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	8
V.	TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	9
VI.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	11
VII.	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	12
VIII.	ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	23
IX.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDÉS.....	24

I. RAPPORT D'ACTIVITE

I.1. RAPPEL DES EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS SUR LE SEMESTRE

I.1.1. SORTIE PAR ANTICIPATION DE LA PROCEDURE DE SAUVEGARDE

En août 2008, MECELEC avait demandé l'ouverture d'une procédure de sauvegarde. Puis, en février 2010, le Tribunal de Commerce d'AUBENAS avait homologué un plan de sauvegarde qui prévoyait, notamment, un remboursement du passif sur 10 ans.

Grâce au redressement de ses comptes et au soutien des actionnaires du concert Seconde Chance, MECELEC a pu clôturer ce plan de sauvegarde le 24 avril 2013, 3 ans seulement après le jugement.

Cet évènement se traduit par un profit lié aux remises de dettes ainsi que par une charge liée à la désactualisation de la dette. Ces impacts sont précisés au VII.16 ainsi qu'au VII.17.

Toutes les procédures de sauvegarde ne sont pas couronnées de succès et très peu se concluent par une clôture anticipée du plan.

Une page de l'histoire de MECELEC se tourne et met un terme aux difficultés connues depuis la fin des années 1990. Au cours de l'exécution du plan de sauvegarde, MECELEC a mené une politique très rigoureuse de gestion au service de l'amélioration de la rentabilité.

I.1.2. REORGANISATION INDUSTRIELLE

MECELEC poursuit son recentrage stratégique et géographique afin d'optimiser ses coûts de structures.

Le projet de transfert des activités du site de VONGES (21) vers les établissements de MAUVES (07) et de ST GEOIRS (38) associé à la cession du site de FABREGUES (cf. VII.20.1), permettra de concentrer l'activité de MECELEC sur 4 sites du sud de la région Rhône-Alpes (Ardèche, Isère, Savoie) et de se focaliser complètement sur la transformation des matériaux plastiques et composites.

Une partie importante des productions de VONGES a d'ores et déjà été transférée. Les moyens de production transférés seront abrités dans un bâtiment de 2.300 m² loué à la Communauté de Communes du Tournonais. Situé sur le même tènement que les bâtiments de MAUVES, il est en cours de rénovation. Le projet sera terminé au cours du 4^e trimestre 2013.

Ce transfert a généré des coûts directs et indirects non récurrents qui ont impacté de façon significative les résultats au 30 juin 2013. Il permettra d'augmenter la capacité de production des sites de MAUVES et de ST GEOIRS d'environ 30% et de réaliser, dès 2014, une réduction des coûts fixes de plus de 1 M€ sur une base annuelle

I.1.3. INVESTISSEMENTS

Les investissements de l'exercice 2013 seront essentiellement liés au projet de transfert des moyens de production de VONGES. Ce projet sera financé par la cession des bâtiments de MAUVES qui dégagera en outre une plus-value estimée à 2,6 M€.

I.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le CA a atteint 21.945K€ pour le 1er semestre contre 22 787 K€ à la même période de l'an dernier.

Le segment Industrie reste en progression de 22,83% sur le semestre (à périmètre courant). Cette progression est principalement liée à l'intégration du site de CHAMBERY, racheté à SOTIRA AUTOMOTIVE en 2012 et intégré dans les comptes à partir du 2^e trimestre 2012. Le segment Industrie devient le premier segment de MECELEC avec une part de 54% du chiffre d'affaires, ce qui conforte la stratégie de rééquilibrage des activités adoptée par MECELEC.

Hors intégration du site de CHAMBERY, à périmètre constant, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre a été de 19.418K€, en repli de 14,79% (proche de la baisse de 13,18% constatée au 1er trimestre).

I.3. RESULTATS

Compte de Résultat résumé (K€)	1^{er} semestre 2013	1^{er} semestre 2012
Chiffres d'affaires	21 945	22 787
Résultat Opérationnel Courant	- 2 185	- 900
Résultat Opérationnel	- 2 270	-687
Résultat Net	- 2 573	-838

La faiblesse de la construction de logements neufs continue d'impacter la demande de coffrets de raccordement aux réseaux. Ce segment est en baisse de de 16,03% sur le semestre. Cette baisse est partiellement compensée par une amélioration des marges et par une réduction de la main d'œuvre directe.

Pour le segment Industrie, le fort ralentissement des secteurs camions et éclairage impacte fortement le chiffre d'affaires des sites de VONGES et de CHAMBERY. Le transfert en cours de l'activité de VONGES vers MAUVES permettra de neutraliser l'impact de cette tendance. Le site de CHAMBERY continue à souffrir d'une productivité insuffisante que le programme de réorganisation industrielle en cours vise à améliorer.

La structure financière du Groupe se décompose comme suit:

ACTIF En K€	30/06/13	31/12/12	30/06/12
Total actifs non courants	7 562	9 420	7 737
Total actifs courants	19 240	17 651	19 076
TOTAL DES ACTIFS	26 802	27 071	26 813

PASSIF En K€	30/06/13	31/12/12	30/06/12
Total capitaux propres	5 762	8 313	7 793
Total passifs non courants	4 318	3 932	4 022
Total passifs courants	16 722	14 826	14 998
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	26 802	27 071	26 813

Par ailleurs, MECELEC a finalisé sa politique de remboursement accéléré du passif de sauvegarde qui a été ramené de 2 462 K€ au 30/06/2012, à 1 694 K€ au 31/12/2012 puis intégralement remboursé au cours du premier semestre 2013.

I.4. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Voir VII.19.

I.5. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

L'évolution du prix des matières premières a été, au 1^{er} semestre, conforme aux hypothèses budgétaires et les prix ont, dans l'ensemble, été stables. Néanmoins, cette évolution et la disponibilité de certaines matières demeurent des domaines d'attention.

Comme indiqué ci-dessus, la faiblesse de la construction a défavorablement impacté le volume de facturation au 1^{er} semestre. Le niveau d'activité de la construction sur le 2^e semestre est un élément d'incertitude important. Un certain nombre de signaux semblent indiquer une reprise modérée.

II. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF	Notes	30/06/13	31/12/12	30/06/12
Immobilisations incorporelles	VII.7	1 094	1 294	1 355
Immobilisations corporelles	VII.8	4 121	5 697	4 777
Autres actifs financiers	VII.9	155	257	218
Actifs d'impôts différés		2 192	2 171	1 387
Total actifs non courants		7 562	9 420	7 737
Stocks et en-cours	VII.10	4 767	5 587	4 833
Clients et comptes rattachés	VII.11	9 434	9 425	10 845
Actifs d'impôts exigibles				120
Autres créances et comptes de régularisations		1 691	1 231	1 974
Trésorerie et équivalents trésorerie	VII.12	1 663	1 408	1 304
Total actifs courants avant actifs destinés à être cédés		17 555	17 651	19 076
Actifs destinés à être cédés		1 685		
Total actifs courants		19 240	17 651	19 076
TOTAL DES ACTIFS		26 802	27 071	26 813

(en milliers d'euros)

PASSIF	Notes	30/06/13	31/12/12	30/06/12
Capital émis		9 632	9 632	9 631
Autres réserves		- 1 299	- 1 076	-1 002
Part du groupe dans les résultats		-2 575	- 245	- 838
Capitaux propres – part du groupe		5 758	8 310	7 791
Intérêts ne donnant pas le contrôle		4	3	2
Total capitaux propres		5 762	8 313	7 793
Emprunts portant intérêts	VII.13	1 869	535	106
Autres dettes financières	VII.13	951	985	30
Provisions LT (IFC)		1 498	1 661	1 424
Fournisseurs « sauvegarde »			298	785
Autres dettes « sauvegarde »			452	1 677
Passifs d'impôts différés				
Total passifs non courants		4 318	3 932	4 022
Emprunts portant intérêt	VII.13	8 022	7 963	6 922
Provisions à CT	VII.15	366	20	528
Fournisseurs & autres crédateurs		8 334	6 747	7 513
Fournisseurs « sauvegarde »			96	35
Passifs d'impôts exigibles				
Total passifs courants		16 722	14 826	14 998
avant passifs liés aux activités destinées à être cédées				
Passifs destinés à être cédés				
Total passifs courants		16 722	14 826	14 998
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		26 802	27 071	26 813

(en milliers d'euros)

III. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Chiffres d'affaires		21 945	22 787
Achats consommés		- 10 748	- 11 153
Charges de personnel		- 6 911	-6 366
Charges externes		- 5 086	- 4 743
Impôts et taxes		- 471	- 448
Amortissements, provisions et pertes de valeur		- 894	- 771
Autres produits		7	8
Autres charges		- 27	- 213
Résultat Opérationnel Courant		- 2 185	- 900
Autres produits opérationnels	VII.17	341	501
Autres charges opérationnelles	VII.17	- 426	- 288
Résultat Opérationnel (cf. note 1)		- 2 270	-687
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	VII.16	7	35
Coût de l'endettement financier brut	VII.16	- 343	- 319
Coût de l'endettement financier net		- 336	- 284
Charge (-) ou produit d'impôt		33	134
Résultat Net		- 2 573	- 838
Part du Groupe		- 2 575	- 839
Intérêts ne donnant pas le contrôle		2	1
Résultat de base par action en euros		- 0,81	- 0,26
Résultat dilué par actions en euros		- 0,47	- 0,13

(en milliers d'euros)

IV. AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	30/06/13	30/06/12
Résultat de l'ensemble consolidé	- 2 573	- 838
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	16	- 23
- <i>Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite</i>	36	- 32
- <i>Impôt sur Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite</i>	- 12	10
- <i>Autres</i>	- 5	1
- <i>Variation de l'écart de conversion</i>	- 3	- 2
Total des produits et charges comptabilisés au cours de la période	- 2 556	- 861
Dont part du groupe	- 2 558	- 862
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	2	1

(en milliers d'euros)

V. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	- 2 607	- 972
Intérêts ne donnant pas le contrôle	2	
Produits financiers	- 9	- 35
Charges financières	345	319
Impôt sur les résultats payé / crédit d'impôt		
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Dotations et reprises/amortissements et provisions	1 169	1 143
Plus-values de cession		- 1
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	- 1 100	455
Variation des actifs et passifs d'exploitation	684	- 1 749
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 416	- 1 295
Investissements	- 644	- 775
Cessions d'immobilisations		1
Variation des créances financières	13	21
Intérêts reçus		
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-631	-753
Souscription à l'augmentation de capital		
Comptes courants d'associés destinés à être incorporés au capital		
Emission d'emprunts	3 223	80
Remboursement d'emprunts	- 994	- 70
Intérêts versés	-88	- 112
Autres produits financiers	25	35
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 166	- 67
Ecart de conversion	2	1
Variation de trésorerie	1 121	- 2 114
Trésorerie et équivalent à l'ouverture	- 6 377	- 3 475
Trésorerie et équivalent à la clôture	- 5 256	- 5 589

(en milliers d'euros)

Variation des actifs et passifs d'exploitation	1^{er} semestre 2013	1^{er} semestre 2012
Variation des stocks	766	- 328
Variation des clients	-61	- 2 865
Variation des autres créances	-372	- 704
Variation des actifs destinés à la vente	-239	
Variation des fournisseurs et autres dettes (dont dettes de sauvegarde)	590	2 149
Variation des passifs destinés à la vente		
Total	684	- 1 749

VI. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Réserves liées au capital et titres auto-détenus	Réserves et Résultat consolidés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres de l'ensemble consolidé
Au 31/12/2011	9 631	- 1 631	652	8 653	1	8 654
Affectation du résultat		652	- 652			
Augmentation de capital						
Ecart de conversion		-3		-3		-3
Ecart actuariel sur IFC		- 20		-20		
Résultats			-838	-838	1	-837
Au 30/06/2012	9 631	- 1 002	-838	7 791	2	7 793
Au 31/12/2012	9 632	- 1 076	- 245	8 311	2	8 313
Affectation du résultat		- 245	245			
Ecart de conversion		-3		-3		
Ecart actuariel sur IFC		25		25		
Résultats			-2 575	-2 575	2	-2 573
Au 30/06/2013	9 632	-1 299	-2 575	5 758	4	5 762

(en milliers d'euros)

Détail des autres réserves	30/06/13	31/12/12
Réserves non distribuées	-1 256	- 979
Ecart actuariel	81	56
Actions propres	- 102	- 134
Ecart de conversion	- 7	- 4
Gains et pertes stocks options	- 15	- 15
TOTAL	- 1 299	- 1 076

(en milliers d'euros)

VII. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

VII.1. GENERALITES

Le 16 septembre 2013, le Conseil d'Administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés de la société MECELEC pour le semestre se terminant le 30 juin 2013.

Ces états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la société MECELEC SA et de ses filiales.

MECELEC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aubenas sous le numéro 336 420 187, est une société anonyme au capital de 9 631 596 € régie par les dispositions de la loi française, créée en 1934 et cotée sur Euronext Paris, compartiment C. La société et ses filiales sont ci-après dénommées «le Groupe» ou «le groupe MECELEC».

MECELEC est aujourd'hui un industriel spécialiste des matériaux composites et des plastiques dont l'activité se déploie sur deux segments de marché :

- RESEAUX - MECELEC est un des rares acteurs du marché à offrir une gamme complète d'équipements de raccordement entre des réseaux publics (électrique, télécoms, gaz et eau) et leurs clients.
- INDUSTRIE - MECELEC a développé de fortes compétences techniques et industrielles dans la transformation des composites therm durcissables et dans l'injection des thermoplastiques. Cette activité a été renforcée par la création du site de St Agrève (1984), l'acquisition de l'activité NOBEL COMPOSITES (2003), celle de SADAC (2011) puis par la reprise gérance de l'activité SOTIRA à Chambéry (à compter du 02.04.2012).

VII.2. PRINCIPES COMPTABLES

VII.2.1. DECLARATION DE CONFORMITE

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne, les comptes consolidés semestriels du groupe MECELEC au 30 juin 2013, ont été établis suivant les normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées dans l'Union européenne.

Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation SIC (Standing Interpretations Committee) et du comité d'interprétation des normes d'information financières internationales IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee). Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

VII.3. CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Les comptes consolidés semestriels ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation.

VII.3.1. BASE DE PRÉPARATION DES COMPTES

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, en milliers d'euros, ont été préparés conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2012, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations décrits ci-dessous.

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2013 sont disponibles sur demande au siège de la société, BP 96 – 07302 – Tournon sur Rhône Cedex, ou sur le site internet www.mecelec.fr.

VII.3.2. NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS

Les nouveaux textes ou amendements adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013, ont été appliqués aux comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date.

Le Groupe n'a pas utilisé de principes comptables d'application obligatoire ou facultative en 2013 et non encore adopté au niveau européen. Il ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB mais non encore approuvées au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers au 30 juin 2013.

NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS IFRS D'APPLICATION OBLIGATOIRE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2013.

- Amendements IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global
- Amendements IAS 19 – Avantages du personnel
- Amendements IFRS 7 – Informations à fournir, compensation d'actifs financiers et de passifs financiers
- IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur
- Amendements IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents
- Amendements IFRS 1 – Hyperinflation sévère et suppression des dates fixes pour les premiers adoptants.

L'application de Amendements IAS 19 – Avantages au personnel, et Amendements IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global, n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'est pas concerné par les autres normes et amendements.

NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS IFRS PUBLIÉS DONT L'APPLICATION N'EST PAS OBLIGATOIRE

- IFRIC 21 – Taxes
- Amendements IAS 32 – Instruments financiers, présentation, compensation d'actifs financiers et de passifs financiers
- IFRS 10 – Etats financiers consolidés
- IFRS 11 – Partenariats
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IAS 27R – Etats financiers individuels
- IAS 28R – Participation dans les entreprises associées et les co-entreprises
- Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 – Modalités de transition
- IFRS 9 – Instruments financiers*
- Amendements IFRS 10, IFRS 11 et IAS 27 – Entités d'investissement*

Les impacts de l'application de ces normes sont en cours d'analyse par le Groupe.

* Ces normes ne sont pas encore approuvées par l'Union Européenne.

VII.3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Désignation	Nationalité SIREN	30/06/13		31 /12/12		30/06/12	
		Mode d'intégration	Pourcentage d'intérêts	Mode d'intégration	Pourcentage d'intérêts	Mode d'intégration	Pourcentage d'intérêts
MECELEC Société consolidante	Française 336 420 187	Globale	100.00	Globale	100.00	Globale	100.00
MECELEC INDUSTRIES	Française 751 168 337	Globale	100.00	Globale	100.00	Globale	100.00
MECELEC PLASTIC COMPOZIT	Roumaine J/12/2422/2005	Globale	98.57	Globale	98.57	Globale	98.57

Toutes les filiales clôturent leurs comptes au 31 décembre.

La filiale CAYDETEL, désormais liquidée au 1^{er} semestre 2013, n'était plus consolidée depuis le 31.12.07. La consolidation de cette filiale n'aurait pas généré d'impact particulier.

La filiale MECELEC INDUSTRIES a été constituée en avril 2012 pour prendre en location gérance l'activité de SOTIRA 73 à CHAMBERY acquise définitivement le 19 octobre 2012.

VII.3.4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- la détermination des pertes de valeur sur les actifs
- les provisions pour litiges
- les impôts différés

Le conseil d'administration a maintenu la position prise la première fois en 2006 consistant à comptabiliser un impôt différé actif, basé sur les reports déficitaires antérieurs.

VII.4. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité du groupe considérée dans son ensemble, n'est pas saisonnière.

VII.5. INFORMATION SECTORIELLE

Le management suit la performance opérationnelle du groupe selon le découpage suivant :

- Réseaux : regroupe les fabrications des enveloppes propres aux réseaux eau, gaz, électricité, télécom ;
- Industrie : regroupe les fabrications effectuées en sous-traitance pour le compte de donneurs d'ordre de premier rang de divers secteurs dont : automobile et poids lourds, ferroviaire, éclairage, paramédical.

La norme IFRS 8 demande également de présenter certaines informations selon un découpage géographique. L'activité hors de France (activité export) concerne principalement l'activité réseaux. Elle reste limitée.

1^{er} semestre 2013	Réseaux	Industrie	Groupe
Chiffre d'affaires externe	10 430	12 886	23 316
Inter secteurs	289	1 082	1 371
Chiffre d'affaires total	10 141	11 804	21 945
Résultat opérationnel courant	- 641	- 1 544	- 2 185
1^{er} semestre 2012	Réseaux	Industrie	Groupe
Chiffre d'affaires externe	13 378	11 060	24 436
Inter secteurs	199	1 450	1 649
Chiffre d'affaires total	13 177	9 610	22 787
Résultat opérationnel courant	- 38	- 862	- 900

VII.6. SUIVI DE LA VALEUR DES ACTIFS

La société considère que les Unités Génératrices de Trésorerie correspondent aux deux secteurs d'activité définis ci-dessus au VII.5.

Aucun indicateur de perte de valeur n'a été relevé depuis le 31 décembre 2012 ; par conséquent, aucune dépréciation particulière n'a été enregistrée sur la période.

VII.7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Au 31/12/12	Augmentations		Diminutions	Au 30/06/13
		Produites	Extérieures		
Frais développement	1 456				1 456
Autres immobilisations incorporelles	1 584		10		1 594
Total Brut	3 040		10		3 050
Amortissements	1 746	210			1 956
Total Net	1 294				1 094

VII.8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	au 31/12/12	Augmentations	Diminutions	au 30/06/13
Terrains	233		232	1
Constructions	6 080	28	5 750	358
Matériels industriels	25 480	354	584	25 250
Autres immobilisations corporelles	1 355	58	37	1 376
Immobilisations corporelles en cours	9	134	9	134
Total Brut	33 157	574	6 612	27 119
Amortissements	27 460	633	5 097	22 998
Total Net	5 697			4 121

Les diminutions constatées sur les postes d'immobilisations corporelles au 30 juin 2013 concernent quasi intégralement le reclassement des actifs immobilisés des sites de FABREGUES (pour une valeur nette de 77 K€) cédé en juillet 2013, et du bâtiment de Mauves (pour une valeur nette de 1 429 K€).

VII.9. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Au 31 décembre 2012, les titres de la filiale espagnole CAYDETEL déconsolidée en 2007 étaient inscrits à l'actif pour leur coût historique soit 1 105 K€ et dépréciés en totalité, ainsi que les avances de trésorerie consenties à cette filiale pour un montant de 500 K€. Il n'existait pas de risques supplémentaires non provisionnés dans les comptes.

La liquidation de cette filiale a été finalisée durant le 1^{er} semestre 2013 ; en conséquence, les comptes de titres, d'avances de trésorerie et de dépréciation ont été soldés et ne figurent plus au bilan au 30 juin 2013.

Les 155 K€ enregistrés en immobilisations financières au 30 juin 2013 sont constitués principalement de dépôts et cautionnements.

VII.10. STOCKS

	Au 30/06/13	Au 31/12/12	Au 30/06/12
Matières Premières	3 740	3 966	3 442
Produits intermédiaires et finis	1 841	2 382	2 044
Dépréciation	- 814	- 760	- 653
Montant Net	4 767	5 588	4 833

Les tests de dépréciation sont réalisés à chaque clôture.

Dépréciations	Au 31/12/12	Augmentations	Diminutions	Au 30/06/13
	760	874	- 820	814

VII.11. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

Montant net à moins d'un an	Au 30/06/13	Au 31/12/12	Au 30/06/12
Clients et comptes rattachés	9 497	9 436	10 857
Dépréciation	- 63	- 12	- 12
Montant Net	9 434	9 424	10 845

VII.12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Variation de trésorerie	Trésorerie Active	Avances Factor	Trésorerie Nette	
			30/06/13	31/12/12
Ouverture	1 408	- 7 785	- 6 377	- 3 475
Clôture	1 663	- 6 919	- 5 256	- 6 377
Variation			1 121	- 2 902

VII.13. DETTES FINANCIERES

	Au 30/06/13	Au 31/12/11	Au 30/06/12
Emprunts à long et moyen terme auprès des établissements de crédit	1 869	536	105
- dont crédit-bail	326	114	105
- dont à taux fixe	1 543	422	
- dont à taux variable			
Emprunts à MT auprès des actionnaires	951	0	0
Autres dettes financières	0	0	30
Total Long et Moyen Terme	2 820	536	135
Financement à court terme :			
- Avances Factor	6 919	7 785	6 893
- Emprunts à CT auprès des établissements de crédit	1 034	127	29
- Crédit-bail	69	32	29
Total Court Terme	8 022	7 912	6 922
Total	10 842	8 448	7 057

VII.14. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

	Solde au 30/06/13	Paiements échelonnés	Solde au 31/12/12	Paiements échelonnés
Passifs non courants « sauvegarde »				
- Fournisseurs paiement 100% sur 10 ans	0		298	298
Autres dettes de sauvegarde :				
- Dettes sociales	0		363	363
- Dettes fiscales	0		89	
Passifs courants				
- Paiement immédiat « sauvegarde »	0		96	
Autres fournisseurs & créiteurs « hors sauvegarde » dont :			4 521	
- Factures fournisseurs	4 451		3 142	
- Dettes fiscales et sociales	3 447		3 105	
- Fournisseurs d'immobilisations	186		252	
- Autres dettes	250		248	
Total fournisseurs & autres créiteurs	8 334		7 593	

Au 31 décembre 2012, l'échelonnement sur sept ans du paiement a été déterminé en considérant des échéances de règlement croissantes de 6% à 14% ; en conséquence une actualisation au taux de 3,38 % a été pratiquée sur les sommes ne portant pas intérêt (nettes des acomptes versés. La sortie du plan de sauvegarde au cours du 1^{er} semestre 2013 a amené le solde total de toutes les dettes dites « sauvegarde ». Cette sortie s'est traduite dans les comptes consolidés par une perte financière de 217 K€ sur le 1^{er} semestre 2013.

VII.15. PROVISIONS

Tous les risques et charges identifiés par la Direction et susceptibles d'entraîner des sorties de trésorerie, font l'objet d'une provision.

	Au 31/12/12	Dotations de la période	Utilisations de la période	Provisions devenues sans objet	Au 30/06/13
Risques sociaux et restructuration	20	346			366
Total	20	346			366

La provision pour risques sociaux à la clôture de l'exercice concerne principalement le plan social consécutif à la fermeture du site de Vonges et au transfert des moyens de production vers le site de Mauves (pour 296 K€). Malgré les propositions de reclassement en interne, la majorité des salariés n'a pas choisi cette solution. La provision couvre aussi les frais de remise en état des bâtiments, qui faisaient l'objet d'un bail.

Le solde de cette provision concerne des litiges avec le personnel.

VII.16. RESULTATS FINANCIERS

Charges financières 30/06/13		Produits financiers 30/06/13	
Intérêts et charges assimilés	287	Autres intérêts et produits assimilés	7
Frais financiers sur IFC	58	Escomptes fournisseurs et divers	4
Différences de changes	17	Différences de changes	15
Total	362	Total	26

Au 1er semestre 2013, les intérêts sont constitués à hauteur de 217 K€ de la charge de désactualisation des dettes de sauvegarde.

Charges financières 30/06/12		Produits financiers 30/06/12	
Intérêts et charges assimilés	254	Autres intérêts et produits assimilés	32
Frais financiers sur IFC	55	Escomptes fournisseurs et divers	
Différences de changes	10	Différences de changes	3
Total	319	Total	35

VII.17. AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Autres charges 30/06/13		Autres produits 30/06/13	
Charges restructuration	80	Profits sur sortie du plan de sauvegarde	341
Dotation provisions risques sociaux	346		
Total	426	Total	341

Les produits sur sortie du plan de sauvegarde résultent des abandons de créances acceptés par les fournisseurs et devenus définitifs après paiement effectif du montant agréé pour solde de tout compte.

Les « Dotation provisions risques sociaux » correspondent principalement à la provision pour fermeture du site de VONGES, qui serait finalisée au cours du 4^{ème} trimestre 2013.

Autres charges 30/06/12		Autres produits 30/06/12	
Charges restructuration	126	Profits sur paiement partiel des dettes de sauvegarde	412
VNC		Cessions d'immobilisations	1
Dotations amortissements	12		
Dotations provisions risques sociaux	150	Reprises sur provisions	88
Total	288	Total	501

VII.18. CHARGE D'IMPOTS

En application de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », le groupe Mecerlec a appliqué le taux d'impôt effectif attendu à la fin de l'exercice 2013 au résultat de la période. Ce taux est de 0% pour l'ensemble des sociétés du groupe.

VII.19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions conclues avec les parties liées sur l'exercice :

<u>Parties liées</u>	<u>Nature de la transaction</u>	<u>Créances</u>	<u>Dettes</u>	<u>Produits</u>	<u>Charges</u>
M.P. DELOCHE	Avance en compte courant		951		

Termes et conditions des transactions avec les parties liées :

Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis, et ne sont pas porteurs d'intérêts. Ces transactions ont été conclues aux conditions normales du marché.

VII.20. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2013

VII.20.1. CESSIION DE L'ETABLISSEMENT DE FABREGUES

MECELEC a finalisé la cession du site de FABREGUES à MPB, filiale du groupe BONNA SABLA. Ce projet, annoncé en juillet 2012, permet à MECELEC de se focaliser sur les matériaux composites et plastiques. La reprise par un des leaders français du béton préfabriqué et du CCV est un gage de pérennité de l'activité et des emplois.

L'activité Composite Ciment Verre (CCV) représentait un peu moins de 10% du segment Réseaux de MECELEC (environ 2 M€ de chiffre d'affaires annuel). Elle offrait peu de synergies avec les autres activités et présentait de nombreuses exigences uniques. Ces spécificités exigeaient que l'activité CCV fût gérée comme une entité opérationnellement autonome et intégrée. Les fonctions commerciales et industrielles, qui avaient été réparties entre les sites de Mauves et de Fabrègues avaient été rapatriées sur ce dernier dès le mois d'Octobre 2012, en vue de la cession à venir.

En conséquence, les actifs immobilisés et les stocks de cette branche ont été reclassés au 30 juin 2013 en Actifs disponibles à la vente, pour respectivement 77K€ et 180K€ (en valeur nette comptable).

Le prix de cession de ces actifs étant supérieur à la valeur nette comptable enregistrée dans les comptes, ces actifs n'ont donc fait l'objet d'aucune dépréciation dans les comptes semestriels.

VII.20.2. [PROJET DE CESSIION DU BATIMENT DE MAUVES](#)

Afin de financer les investissements de rationalisation industrielle en cours, MECELEC va céder les bâtiments de MAUVES à une SCI hors du groupe MECELEC, qui bénéficiera elle-même de financements bancaires.

Le temps de la mise en place de ces nouveaux financements bancaires, des avances en compte courant d'associés sont intervenues pour 200 K€.

En conséquence, les actifs immobilisés ont été reclassés au 30 juin 2013 en Actifs disponibles à la vente, pour respectivement 1.429K€ (en valeur nette comptable).

Le prix de cession est basé sur une évaluation effectuée par un expert indépendant, qui valorise ces actifs à 4.022K€. La cession se traduira donc par une plus-value de 2.593 K€, qui sera intégrée dans les comptes au 31/12/2013.

VIII. ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Mauves, le 16 septembre 2013

Michel-Pierre DELOCHE

Président Directeur Général

IX. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

MAZARS & SEFCO
Le Forum
5, avenue de Verdun
26011 Valence Cedex
S.A.S. au capital de € 672.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Grenoble

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Mecerlec, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Valence et Lyon, le 16 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS & SEFCO

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Maurel

Lionel Denjean